



Interview du président de la République pour *Le Monde*

François Hollande : à contre sens

Le président s'obstine à considérer que le travail serait un coût et refuse de tirer le bilan de sa politique qui a déjà offert au patronat 220 milliards d'Euros –pacte de responsabilité et CICE inclus- payés par les salariés.

Nier le besoin d'augmenter les salaires (revendication principale des salariés) et ne faire reposer l'augmentation du pouvoir d'achat que sur une baisse de la fiscalité des ménages est la démonstration de l'absence totale de prise en compte des attentes et des réalités vécues par les salariés.

Déjà, lors de la conférence sociale de juillet 2014, il a refusé d'entendre les 94 exigences et les 5 priorités formulées par la CGT qui permettraient de mettre fin à l'austérité et de renouer avec la croissance.

Ces priorités sont :

- ▶ Revaloriser le SMIC, l'indice des salaires dans la Fonction Publique, les pensions et les minimas sociaux.
- ▶ Etablir un calendrier d'ouverture des négociations dans les branches professionnelles sur les grilles de qualifications.
- ▶ Mettre en œuvre une véritable démocratie sociale qui permettra aux salariés de pouvoir bénéficier d'un droit d'expression direct et collectif sur leur travail quelle que soit la taille de l'entreprise.
- ▶ Relancer l'emploi par l'investissement industriel au travers du plan d'investissement porté par la Confédération Européenne des Syndicats.
- ▶ Contrôler les aides publiques accordées aux entreprises en les réorientant sur l'emploi et l'investissement.

Devant l'entêtement du chef de l'Etat et de son gouvernement, la CGT réaffirme la nécessité que les salariés, les retraités et les privés d'emplois se mobilisent massivement dans l'unité la plus large.

Montreuil, le 20 août 2014